

## Syrie : ....un rapport ...puis une nouvelle guerre !

Par [Irib](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2011

[IRIB](#) 5 décembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

*La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est félicitée des conclusions du rapport de la Commission d'enquête sur la Syrie, créée, à l'initiative du Haut Commissaire du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, une juriste sud-africaine, Navy Pillay.*

Navy Pillay



Clinton a, en effet, de quoi féliciter Mme Pillay et se réjouir, puisque les conclusions de ce rapport préconisent, de façon, à peine voilée, une intervention militaire, en Syrie, en proie, selon la Secrétaire, aux risques de l'éclatement d'une « *guerre civile* ». Le fait de déterminer, dans des instances onusiennes, que la situation, en Syrie, peut être qualifiée de guerre civile, ouvre, en effet, la porte à une intervention militaire ONU/OTAN, pour protéger les populations civiles.

Actuellement, ce sont des escadrons de la mort, constitués, majoritairement, de mercenaires payés par les dictatures monarchiques du golfe Persique et entraînés par des forces spéciales US/GB/France/Israël, en Turquie et au Liban Nord, qui terrorisent les populations civiles, s'attaquent à l'armée et aux forces de sécurité. Les pays qui soutiennent ces opérations ne se cachent, d'ailleurs, plus, comme pour la Libye, pour reconnaître leur soutien, que ce soit logistique ou financier, et ont annoncé, à plusieurs reprises, leur objectif : changement de régime, à Damas, en totale violation de la Charte de l'ONU et du Droit International.

Il s'agit donc, juridiquement, d'actes de terrorisme planifiés, organisés, et soutenus, par des États étrangers, pour renverser le régime en place, et non d'une guerre civile, comme annoncée par Pillay/Clinton et consorts.

La Russie - échaudée par ce qui s'est passé, en Libye - a réagi, négativement, à la publication de ce rapport, déclarant que ce rapport était « *inacceptable* » et a mis en garde contre son utilisation, à des fins militaires. Le ministère des Affaires étrangères russe a fait savoir, publiquement, que « *les positions adoptées, dans ce document, qui incluent une possibilité, à peine voilée, d'une intervention militaire étrangère, sous le prétexte de défendre le peuple syrien, sont inacceptables, pour la partie russe* ».

Le Conseil des Droits de l'Homme a adopté une résolution condamnant « *les violations*

*flagrantes, étendues, systématiques, continues, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en Syrie, par les autorités syriennes* ». Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que : « *malheureusement, la résolution...présentée par des pays occidentaux a un caractère politisé et partial... il ne montre pas les dernières mesures prises par les autorités syriennes, pour stabiliser la situation et mettre en place des réformes... et lancer un dialogue national* ».

La Chine, aussi, a accusé le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU d'être manipulé, afin d'engager une action militaire contre la Syrie. L'envoyé chinois, à Genève, He Yafei, a déclaré : « *...Les États membres des Nations Unies devraient se conformer aux principes et buts de l'ONU et s'abstenir de résoudre les différends, par la force ou la menace d'utiliser la force* ». L'envoyé chinois a, aussi, dénoncé la résolution, comme une tentative d'utiliser le Conseil des Droits de l'Homme, pour forcer le Conseil de sécurité à voter une résolution, soit une violation flagrante de la Charte de l'ONU.

Les Américains n'ont pas caché que c'était leur objectif. Selon *Reuters*, l'ambassadrice US Eileen Chamberlain Donahoe, lui a confié que la résolution « *préparait le terrain* », pour une action future, par l'ONU et d'autres institutions. Et quand on lui a demandé si cela incluait la « CPI », elle a répondu : « *absolument, cela inclut la « CPI », si le Conseil de sécurité choisit d'envoyer le cas devant elle* ».

Ce qui frappe à la lecture de ce nouveau rapport de la commission spéciale sur la Syrie du Conseil des Droits de l'Homme, c'est, à l'évidence, le manque de professionnalisme, tant sur le fond que sur la forme, ce qui montre à quel point il y a manipulation.

Les autorités syriennes ayant elle-même créé un comité indépendant d'enquête sur les évènements, depuis mars 2011 - ce qui est leur droit, la Syrie est un État souverain, et, à maintes reprises, Israël a invoqué ce même droit, sans s'attirer les foudres de la « *communauté internationale* » - cette commission d'enquête ne s'est donc pas rendue, en Syrie. Son enquête a été faite, à Genève. Dans ses méthodes de travail (Chapître I - B) la Commission précise qu'elle a interviewé, au total, 223 victimes et ou témoins, dont des déserteurs de l'armée et des forces de sécurité. Elle se réfugie derrière la nécessité de protéger les témoins, pour fournir des informations, à mini minima, sur des faits, sur lesquels, pourtant elle se base, pour accuser le régime syrien et ses responsables, de « *crimes de guerre et contre l'humanité* ». Pour lancer, publiquement, de telles accusations, il faut bien d'autres preuves que ce qui est rapporté, dans ce rapport. On a vu comment, pour la Libye, de fausses accusations de ce genre ont mené à une guerre barbare de l'OTAN, ramenant un pays africain, au niveau de vie, relativement, élevé, à « *l'âge de pierre* », tuant, blessant et handicapant des milliers de Libyens.

Cette commission s'est, également, basée sur des témoignages, suite à un appel public :Chapître I - C.8 : « *un appel public a été lancé à toutes les personnes et organisations intéressées, pour présenter des informations et documents pertinents qui aideraient la commission à appliquer son mandat. Elle a tenu des réunions avec des États membres de tous les groupes régionaux des organisations régionales, dont la Ligue arabe et l'Organisation de Coopération islamique, des défenseurs des droits de l'Homme, des journalistes et des experts. Des rapports des analyses académiques et des comptes-rendus des médias, de même que du matériel audiovisuel, ont également été étudiés* ». La Commission reste, néanmoins, vague, sur tous ceux qui ont participé à son enquête, sauf de citer la Ligue arabe, dont on connaît l'asservissement aux Américano-Sionistes et l'OCI, sous domination des dictatures monarchiques/pétrodollars.

Compte tenu de la propagande de guerre développée dans les médias, depuis le début de la crise contre la Syrie, et compte tenu, également, du précédent libyen, cette commission se devait, honnêtement, de ne pas s'appuyer sur de telles accusations, dont certaines sont basées sur de faux documents, y compris, audio-visuels. A plusieurs reprises, il a été prouvé que certains médias occidentaux, mais aussi, arabes (Al-Jazira et Al-Arabiya) falsifiaient les informations. Les ONG et autres opposants exilés accusant le régime d'Assad sont, tous, situés, dans des pays occidentaux favorables à un renversement du régime syrien (Londres-Paris-Washington), financés par des organisations paragouvernementales - les opposants syriens, en France, sont, eux, carrément pris en charge, financièrement, par le gouvernement Sarkozy, inclus, leur sécurité.

Même, « Amnesty International » a été accusée de rapports partiels manipulateurs de faits concernant la Syrie. La direction d' « AI USA » a été confiée à une assistante d'Hillary Clinton, Suzanne Nossel, qui, auparavant, avait été assistante de l'ambassadeur US, à l'ONU, Richard Holbrooke. C'est dire à quel point les responsables politiques et d'ONG des Droits de L'Homme sont liés. [1]

Alors qu'en prélude à l'attaque militaire des US et de leurs alliés contre l'Irak de Saddam Hussein, une vaste campagne de propagande avait été menée, dans les médias occidentaux, l'accusant, lors de l'invasion du Koweït, d'avoir ordonné à ses troupes de sortir les nouveaux nés des couveuses - ce qui, par la suite, s'est avéré complètement faux - cette fois, encore, on a droit à toute une campagne de propagande nauséabonde sur les « *tortionnaires d'enfants* » que sont Assad et ses troupes, par un crypto juif sioniste, Paulo Pinheiro, qui hurle à la torture et au massacre, quand il s'agit de Damas, mais se tait, quand il s'agit de Tel-Aviv.

La Commission d'enquête sur la Syrie est présidée, par Paulo Pinheiro, les deux autres membres étant Yakin Ertürk et Karen Koning AbuZayd. Akin Ertürk est un universitaire turc, ayant servi, auparavant, comme rapporteur spécial sur les violences faites aux femmes. Avoir choisi un Turc, pour cette commission, compte tenu des relations tendues entre la Turquie et la Syrie, n'est pas le gage d'une parfaite volonté d'impartialité, de la part de Mme Pillay. La Turquie sert, actuellement, de base arrière, pour les groupes terroristes lançant des vagues d'attaques meurtrières, en Syrie.

AbuZayd et Pinheiro ont dominé la rédaction de ce rapport, pour servir les intérêts américano-sionistes contre la Syrie, mais aussi, ceux de l'Arabie saoudite, qui œuvre, activement, en coulisses, pour faire tomber le régime d'Assad et le remplacer par une dictature islamiste sunnite des « Frères Musulmans » syriens. Karen Koning AbuZayd est vice-Présidente du « *Middle East Policy Council* », un *think-tank* américain privé de Washington : <http://www.mepc.org/about-council/our-leadership/board-directors>, dont l'actuel président est Frank Anderson, qui a travaillé, pour la CIA, pendant 26 ans. Comme Président d'honneur, on trouve C.W.Freeman, qui a été vice-secrétaire à la Défense US, pour les affaires internationales, et ambassadeur US, en Arabie saoudite. Le « MEPC » publie une revue le « *Middle East Policy* ».

Le « MEPC » est, en grande partie, financé par l'Arabie saoudite, ce que Freeman - qui fait le tour des pays du golfe Persique, régulièrement, pour collecter des fonds - a reconnu, publiquement, en 2006. Freeman a, également, joué un rôle prépondérant, lors de son passage au ministère de la Défense, pour concevoir un système de sécurité post-guerre froide, pour l'Europe, ayant comme centre l'OTAN. Nul doute qu'en plus d'avoir cultivé des relations avec les dictatures monarchiques du golfe Persique, il a ses entrées à l'OTAN.

A l'évidence, sauf aux yeux de Mme Navy Pillay - qui compte peut être se recycler, dans un de ces *think Tank*, et pourquoi pas, le « MEPC » - il y a un conflit d'intérêts entre les activités de cette Mme AbuZayd, comme membre de cette commission d'enquête, et sa fonction au « MEPC », sans parler de l'influence que d'autres membres de ce « MEPC » peuvent avoir eu sur la rédaction de ce rapport. Quant à Paulo Sergio Pinheiro, un crypto juif (anousim) [2] juriste brésilien, il vit entre Paris, Genève, et Sao Polo. Dans ses activités de recentrage de sa vie, sur le judéo sionisme, il a aidé à créer un centre d'études juives, à Porto, en partenariat avec une association culturelle hébraïque de Porto, afin de développer un programme, pour éduquer à revitaliser les « Anousim » Portugais. Certains de ces « Anousim » portugais ont fait leur « Alyah », en Israël. Le soutien de Pinheiro à Israël - bien que très discret - est, néanmoins, indéfectible. C'est Pinheiro qui est chargé, au sein de cette commission d'enquête, de faire la propagande contre le régime syrien, l'accusant de tuer, torturer, blesser des enfant syriens. Pinheiro est cité par de nombreux médias, notamment, *Al-Jazira* - la TV propagandiste de l'Emir du Qatar, dont on connaît le rôle prédominant, pour répandre de fausses informations, sur ce qui se passe, en Syrie, incluses de fausses vidéos - qui maintient un lien direct avec son blog.

Attaquée, pour sa désinformation flagrante, *Al-Jazira* publie, désormais, sous les vidéos et autres « informations » la note suivante :

« *Al-Jazira can't verify the video or claim responsibility of the content* » (« *Al-Jazira ne peut vérifier la video ou être tenue pour responsable du contenu* »). Une façon, particulièrement, lâche de se dérober à ses responsabilités journalistiques.

Pinheiro utilise sa notoriété, pour charger le régime de Bachar al Assad, alors qu'il n'a aucune preuve tangible des accusations qu'il porte contre lui. Car s'il a, effectivement, des preuves incontestables, pourquoi ne figurent-elles pas en appendice de son rapport ? En principe, c'est comme cela que tout juriste, qui se respecte et respecte le droit international, doit procéder. Or, il n'en est rien, ce rapport, politisé, au maximum, est vide, côté preuves, s'appuyant sur des dires d'individus, principalement, des *déserteurs* - ce mot revient, en permanence, dans ce rapport- qui ont tout intérêt à servir la propagande du « CNS » et de sa milice de terroristes « ASL », qui se sont rencontrées, récemment, en Turquie, pour coordonner leurs attaques terroristes, contre la Syrie, le « CNS », agissant sur le front politico-médiatique et diplomatique, l' »ALS », sur le terrain, en coordonnant les opérations de ses escadrons de la mort, à partir de la Turquie. Le « CNS » s'est engagé, s'il réussit à renverser le régime de Bachar al-Assad à couper les liens avec l'Iran, le Hamas et le Hezbollah, ce qui en dit long sur sa collaboration avec l'Axe malfaisant de Washington/Tel-Aviv/Riyad, et, notamment, avec les Sionistes. Ce n'est pas surprenant, aux vus des multiples rencontres, qui ont eu lieu, à Paris, -sous haute protection de la Sarkozie, aux frais de la Princesse - entre le « CNS » et la clique des agents sionistes, BHL, en tête.

*IRIB* , 4 décembre 2011.

[1] Sur son rabattage guerrier, non seulement, contre la Syrie, mais aussi, contre la Libye et contre l'Iran, voir : « [Entretien avec M.Thierry Meyssan, journaliste français, à propos de la résolution du Conseil des droits de l'Homme contre la Syrie](#) ».

[2] Juif portugais obligé de se convertir au Christianisme : les crypto juifs adoptaient une attitude extérieure chrétienne, mais pratiquaient le Judaïsme, en secret ; un grand nombre ont émigré, dans les pays d'Amérique latine, dont le Brésil

La source originale de cet article est [IRIB](#)

Copyright © [Irib](#), [IRIB](#), 2011

---

Articles Par : [Irib](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)